

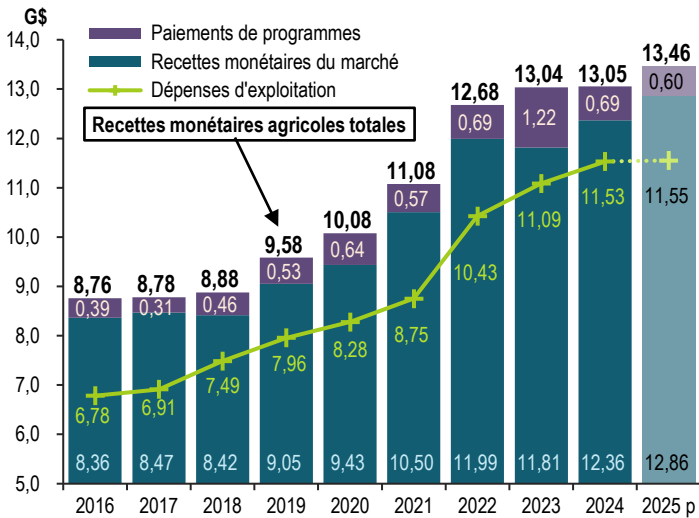
REVENUS ET DÉPENSES AGRICOLES AU QUÉBEC : ÉVOLUTION RÉCENTE

Depuis la fin des années 2010, les revenus des entreprises agricoles québécoises ont fortement augmenté, principalement sous l'effet de la hausse des prix internationaux des produits agricoles. Cette progression s'est toutefois accompagnée d'une croissance tout aussi marquée des dépenses d'exploitation. Celle-ci est attribuable notamment aux perturbations des chaînes d'approvisionnement en intrants agricoles, à l'augmentation des coûts de l'énergie ainsi qu'au niveau élevé des prix des céréales utilisées pour l'alimentation animale. Par ailleurs, le relèvement des taux d'intérêt a entraîné une hausse significative des frais financiers liés à l'endettement, exerçant une pression supplémentaire sur les liquidités des entreprises agricoles. Selon les perspectives financières d'Agriculture et Agroalimentaire Canada, les pressions sur la rentabilité du secteur devraient cependant s'atténuer, en raison notamment d'un certain plafonnement des dépenses estimées pour 2025.

LES REVENUS AGRICOLES ONT FORTEMENT PROGRESSÉ DEPUIS 2018...

Au tournant des années 2020, dans un contexte marqué par la flambée des prix mondiaux des denrées, les recettes monétaires agricoles totales (y compris les paiements de programmes gouvernementaux) ont progressé de 4,2 G\$ entre 2018 et 2024 au Québec¹. Plus précisément, les recettes monétaires provenant du marché sont passées de 8,4 G\$ en 2018 à 12,0 G\$ en 2022. Elles ont ensuite légèrement reculé en 2023 pour s'établir à 11,8 G\$, en raison de conditions météorologiques défavorables ayant particulièrement affecté la production de sirop d'érable ainsi que d'une conjoncture difficile dans le secteur porcin. En 2024, les recettes ont rebondi de 4,7 % pour atteindre 12,3 G\$, une hausse portée par une récolte record dans les érablières et par une augmentation des prix dans plusieurs productions animales. La tendance demeure positive avec une prévision de 12,9 G\$ pour 2025, selon les perspectives d'Agriculture et Agroalimentaire Canada (AAC).

Figure 1. Recettes monétaires agricoles et dépenses en agriculture au Québec, de 2016 à 2024, prévision pour 2025 (G\$)



p : prévision d'AAC.

Sources : Statistique Canada, tableaux 32-10-0045-01 et 32-10-0049-01, et Agriculture et Agroalimentaire Canada; compilation du ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation (MAPAQ).

... MAIS LES DÉPENSES AGRICOLES AUSSI

Parallèlement à la hausse des revenus, les dépenses d'exploitation des entreprises agricoles ont connu une augmentation marquée, passant de 7,5 G\$ en 2018 à 11,5 G\$ en 2024. Cette évolution s'explique en grande partie par des facteurs de nature internationale, notamment les perturbations des chaînes d'approvisionnement en intrants agricoles au plus fort de la pandémie de COVID-19, le sommet atteint par les prix des céréales destinées à l'alimentation du bétail ainsi que la hausse des coûts de l'énergie.

Les frais d'intérêts liés à l'endettement, inclus dans les dépenses d'exploitation, ont également fortement progressé. Sous l'effet du relèvement des taux d'intérêt en 2022 et en 2023, ils ont plus que doublé, passant de 700 M\$ en 2018 à 2,06 G\$ en 2024. Par ailleurs, les perspectives financières font état de dépenses d'exploitation qui demeureraient élevées, avec une prévision de 11,5 G\$ pour 2025, mais stables par rapport à 2024.

Tableau 1. Dépenses en agriculture au Québec selon divers postes, pour 2016, 2018, 2024 et 2025 e (G\$)

Postes de dépenses	2016	2018	2024	2025e
Aliments pour animaux	1,65	1,82	2,27	2,28
Semences	0,33	0,37	0,55	0,56
Carburant pour les machines	0,25	0,31	0,41	0,40
Engrais et chaux	0,32	0,30	0,51	0,52
Salaires en espèces, gîte et couvert	1,08	1,15	1,71	1,77
Intérêts	0,53	0,70	2,06	1,99
Dépenses d'exploitation totales*	6,78	7,49	11,53	11,55

* Dépenses après remises.

e : estimations.

Source : Statistique Canada, tableau 32-10-0049-01; compilation du MAPAQ.

EN 2025, UNE HAUSSE DES REVENUS ET UN PLAFONNEMENT DES DÉPENSES SONT ANTICIPÉS

Malgré la fin des sommets observés pour plusieurs prix internationaux des denrées agricoles, les recettes monétaires agricoles tirées du marché poursuivraient leur progression en 2025, d'après les prévisions d'AAC, pour atteindre 12,9 G\$, ce qui représente une hausse

¹ Les résultats présentés dans ce numéro de BioClips pour 2024 et les années précédentes proviennent des données historiques diffusées par Statistique Canada. Les résultats relatifs à l'année 2025, sauf lorsqu'il est spécifié autrement, sont issus des perspectives financières agricoles récemment diffusées par AAC.

d'environ 4 %. Avec l'ajout des paiements bruts de programmes gouvernementaux, estimés à 600 M\$, les recettes monétaires agricoles totales, au Québec, s'élèveraient à 13,5 G\$ pour 2025 comparativement à 13,1 G\$ pour 2024 (dont 689 M\$ de paiements de programmes).

La croissance des recettes en 2025 serait principalement attribuable à la performance du secteur des productions animales alors que, sur une augmentation totale d'environ 490 M\$, près de 470 M\$ proviendraient de ce secteur. Cette dynamique s'expliquerait par une amélioration généralisée des prix de marché, notamment dans la filière porcine (+183 M\$), malgré un cheptel stable, ainsi que chez les bovins et les veaux (+125 M\$), où la demande demeure supérieure à l'offre. Les productions sous gestion de l'offre, portées principalement par le lait et les œufs, contribueraient pour leur part à hauteur de près de 150 M\$.

À l'inverse, le secteur des cultures présenterait un bilan contrasté. Le recul observé dans le soya (-80 M\$), attribuable à une diminution des volumes et des prix, serait compensé par les gains enregistrés dans le maïs (+70 M\$ soutenus par les prix internationaux) ainsi que dans les productions horticoles.

Par ailleurs, l'atténuation des pressions sur les coûts des intrants pourrait marquer la fin de la période de forte croissance des dépenses agricoles. En effet, d'après les prévisions d'AAC, les dépenses d'exploitation des entreprises agricoles québécoises se stabiliseraient en 2025 pour s'établir à 11,55 G\$, soit à un niveau pratiquement identique à celui de 2024 (11,53 G\$).

Ce plafonnement s'observerait dans plusieurs postes de dépenses. Les coûts des aliments pour animaux et des semences n'augmenteraient que marginalement, tandis que les dépenses en carburant reculeraient légèrement. Quant aux frais d'intérêts, ils diminueraient également, passant de 2,06 G\$ à 1,99 G\$ et reflétant un assouplissement graduel des conditions financières. Dans l'ensemble, la pression exercée par les coûts des intrants sur la rentabilité du secteur agricole québécois tendrait ainsi à s'atténuer (tableau 1).

UN REVENU NET COMPTANT DE 1,9G\$ ET UN REVENU NET TOTAL DE 243 M\$ SONT ATTENDUS

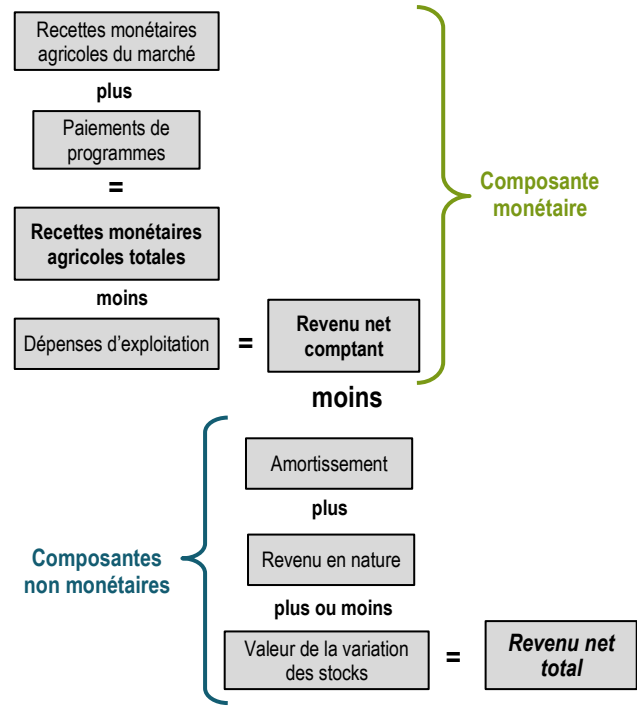
Le revenu net comptant est constitué des recettes monétaires agricoles totales, y compris les paiements de programmes gouvernementaux, moins les dépenses monétaires d'exploitation (figure 2).

Au Québec, le revenu net comptant passerait de 1,5 G\$ en 2024 à 1,9 G\$ en 2025. Cette progression s'expliquerait par la hausse des recettes monétaires totales, combinée à la stabilisation des dépenses d'exploitation.

Compte tenu du revenu net comptant, de l'amortissement et de la variation des stocks, le revenu agricole net total atteindrait 243 M\$ comparativement à 106 M\$ en 2024. Cela veut dire que le revenu net comptant permettrait de couvrir un peu mieux les charges liées à l'amortissement en 2025 qu'en 2024. Ce poste de dépenses non monétaire représente le coût associé à l'usure annuelle de la machinerie, de

l'équipement et des bâtiments agricoles requis pour la production.

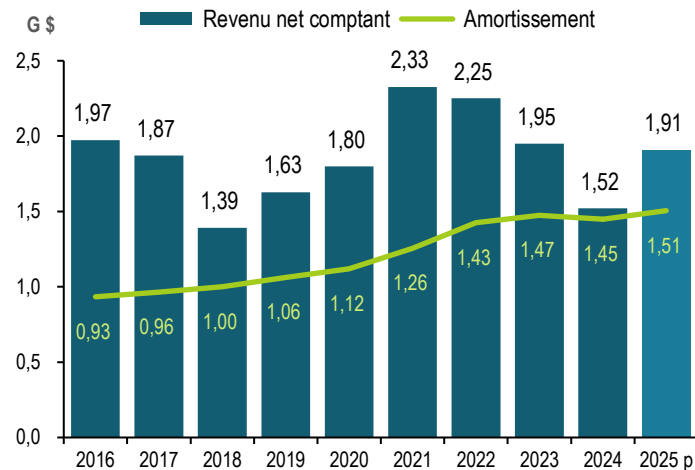
Figure 2. Schéma des diverses mesures du revenu agricole



Source : Basé sur Statistique Canada et AAC, Pour comprendre les mesures du revenu agricole, 2000.

L'amortissement se serait accru de moitié (0,5 G\$) depuis 2018, passant de 1,0 G\$ à 1,5 G\$, dans le contexte d'un relèvement des investissements agricoles observé depuis la fin des années 2010 au Québec².

Figure 3. Revenu net comptant et dépenses d'amortissement en agriculture au Québec, de 2016 à 2024, prévision pour 2025 (G\$)



p : prévision d'AAC.
* Les dépenses monétaires correspondent aux dépenses d'exploitation et excluent l'amortissement.
Source : Statistique Canada, tableau 32-10-0052-01; AAC; compilation du MAPAQ.

Rappelons que la viabilité à long terme des entreprises agricoles dépend de leur capacité à générer des bénéfices suffisants pour assurer le renouvellement de leurs actifs. Une conjoncture temporairement moins favorable à la couverture de l'amortissement par les bénéfices ne remet pas nécessairement en cause cette viabilité, dans la mesure où elle s'inscrit dans une perspective de rétablissement à moyen terme.

² Pour plus de détails sur l'évolution des investissements en agriculture au Québec, voir [Le Bioalimentaire économique - Bilan de l'année 2024](#), page 12, et [BioClips+, vol. 22, n° 1 \(juillet 2021\)](#), page 3. Une croissance des investissements se traduit par une valeur plus élevée des actifs sujets à dépréciation.